

L'ÉDITO

François Mathieu

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

DES COMPTES À DORMIR DEBOUT

On va encore dire qu'on s'acharne, mais la bourde - il n'y a pas d'autre mot - du SPF Finances, à quelques encablures des discussions gouvernementales sur l'ajustement budgétaire, est interpellante. Résumons : en mars, l'administration des Finances avait estimé que les recettes fiscales des Régions seraient inférieures aux prévisions initiales de quelque 750 millions d'euros. On sait maintenant qu'il n'en sera rien. L'effort sera limité à 157 millions d'euros. Une question de modèle de calcul et de paramètres à ajuster pour mieux coller à la réalité de cette 6^e réforme de l'Etat, paraît-il. En soi, c'est une bonne nouvelle pour les Régions, mais c'est interpellant, disions-nous. D'abord, parce que

cela met en lumière l'incapacité de l'exécutif à appréhender correctement la complexité de la 6^e réforme de l'Etat. N'aurait-il pas été opportun de prendre quelques mois de plus pour cerner l'impact de cette réforme qui va tout de même engager notre société pour les prochaines années ? Non seulement les relations entre le fédéral et les Régions, déjà bien tendues, ne se seraient-elles pas dégradées ces derniers mois, mais encore les conséquences pratiques que ces

Ce coup de théâtre illustre la « légèreté » avec laquelle nos décideurs légifèrent

prévisions vont avoir sur nos citoyens auraient-elles été immédiatement circonscrites. La meilleure manière de faciliter l'adhésion à une réforme, c'est d'en donner une vision claire et transparente. On est loin... du compte.

Ensuite, ce nouveau coup de théâtre « chiffré » illustre à merveille l'empressement contre-productif avec lequel le gouverne-

ment traduit ses intentions politiques. Ces derniers mois, on ne compte plus les avis du Conseil d'Etat ou arrêts de la Cour constitutionnelle qui montrent la « légèreté » avec laquelle nos décideurs légifèrent. Sur des thématiques aussi cruciales que l'énergie (le nucléaire), les pensions, l'impôt et la fraude fiscale, le gouvernement a souvent mis la charrue avant les bœufs et s'est souvent fait rappeler à l'ordre. Dernier exemple en date : les portes ouvertes à l'optimisation fiscale avec le plan de subsidiation de nos petites entreprises (tax shelter). Notre situation budgétaire ne permet pas que des approximations légales mènent à un nouveau gouffre financier. Enfin, ces soubresauts budgétaires n'améliorent en rien notre crédibilité envers la Commission européenne, dont on sait qu'elle tient notre budget à l'œil depuis les remontrances d'Eurostat sur la manière de comptabiliser nos dépenses publiques. Les bons comptes font les bons amis...